

L'outil de renforcement de la participation citoyenne "Certification Participative" est une approche novatrice qui vise à **impliquer activement les citoyens dans l'évaluation et la certification des projets, des politiques ou des initiatives qui ont un impact sur leur communauté.** Cette approche vise à garantir que les décisions prises par les autorités publiques ou les organisations non gouvernementales répondent véritablement aux besoins et aux aspirations des citoyens concernés²⁸.

1. Définition de l'outil Certification Participative

La **Certification Participative** est un processus dans lequel les citoyens sont activement impliqués dans l'évaluation et la certification des projets et des politiques. Les citoyens participent activement à toutes les étapes du processus, depuis la collecte d'informations jusqu'à la prise de décision finale. Le but est de garantir que les projets et les politiques répondent aux critères de durabilité, de transparence, de participation et d'impact social définis par la communauté²⁹.

Issue des travaux de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM), la certification participative, également appelée « **Systèmes Participatifs de Garantie** » (SPG), est une méthode qui consiste à faire décerner un label à un produit, une activité ou une installation par une assemblée de citoyens, composée de représentants concernés, d'utilisateurs/consommateurs et de citoyens volontaires. Cette assemblée est ensuite appelée à émettre des recommandations pour améliorer la cible du label dans l'esprit de ce dernier et à effectuer un suivi sur une longue période, jusqu'à plusieurs années³⁰.

Cette méthode particulièrement innovante en termes de participation citoyenne est surtout utilisée pour soutenir les petites exploitations agricoles, mais peut tout à fait être développée pour un aménagement urbain par exemple. Dans tous les cas, il s'agit de veiller à ce que le domaine visé soit local ou en circuit court si la cible à labelliser est un produit, afin que le panel de citoyens puisse apporter un avis pertinent sur la question³¹.

Tout modèle de certification participatif doit suivre les principes fondamentaux³² ci-dessous :

- 🕒 La transparence,
- 🌱 La participation,
- 👥 L'intégrité des acteurs et de leurs moyens de vivre, professionnels ou non (aspects éthiques),
- 🏡 Le maintien des savoirs et savoir-faire locaux,
- 🔄 Des processus d'apprentissage (éventuellement collaboratifs) et d'organisation horizontale.

28 : "Sur le modèle des labels éco sociaux. Etude et suivi de projet par l'assemblée de citoyens," Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM), <https://www.ifoam.bio/our-work/how/standards-certification/participatory-guarantee-systems> (Consulté le 31/07/2023).

29 : Ibid.

30 : "Livre d'études - Systèmes de garantie participatifs," Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM), https://archive.ifoam.bio/sites/default/files/page/files/studies_book_web.pdf (Consulté le 31/07/2023).

31 : Ibid.

32 : En savoir plus Sur le modèle des labels éco sociaux. Etude et suivi de projet par l'assemblée de citoyens: <https://www.ifoam.bio/our-work/how/standards-certification/participatory-guarantee-systems> https://archive.ifoam.bio/sites/default/files/page/files/studies_book_web.pdf

2. Pertinence de l'outil et application en Tunisie: Contextualisation

En Tunisie, après la révolution de 2011, la démocratie participative a pris de l'ampleur en tant qu'élément clé du processus de démocratisation. Dans ce contexte de quête d'engagement citoyen, la Certification Participative se présente comme une opportunité cruciale pour impliquer activement les citoyens dans l'évaluation des projets de développement, des politiques publiques et des initiatives sociales. Cette approche novatrice permet de placer les citoyens au cœur de la prise de décision, favorisant ainsi une gouvernance plus transparente, responsable et étroitement adaptée aux besoins concrets de la population.

En effet, l'application de la Certification Participative en Tunisie trouve un écho favorable dans le contexte post-révolutionnaire, où les citoyens aspirent à une participation plus significative et à un contrôle accru sur les décisions qui les concernent. La certification des projets, des politiques et des initiatives sociales par les citoyens **renforce leur sentiment de propriété envers les initiatives locales et contribue à bâtir une confiance renouvelée entre les autorités et la population.**

Cet outil offre un cadre où les citoyens peuvent collaborer avec les autorités locales et les organisations de la société civile pour évaluer la pertinence, la faisabilité et l'impact des projets. **Cette approche va au-delà de la simple consultation et permet aux citoyens de jouer un rôle actif dans la validation des initiatives qui façonneront leur environnement.** En se basant sur une évaluation collective et impartiale, la Certification Participative garantit une prise de décision plus transparente et redevable.

3. Les étapes de la mise en oeuvre de la Certification Participative

a. Préparation : Identifier les thèmes et les objectifs de la cartographie sociale en concertation avec les parties prenantes. Définir les outils de collecte de données géospatiales adaptés aux besoins spécifiques de la communauté.

b. Mobilisation : Sensibiliser et mobiliser les citoyens, la société civile et les acteurs locaux à participer activement à la cartographie sociale. Organiser des ateliers et des séances de formation pour renforcer les compétences des participants dans l'utilisation des outils de cartographie.

c. Collecte de données : Organiser des ateliers participatifs où les participants identifient et cartographient les lieux importants, les infrastructures, les ressources et les défis de leur communauté.

d. **Analyse des données** : Analyser les données géospatiales recueillies en collaboration avec les participants. Mettre en évidence les tendances, les besoins prioritaires et les opportunités de développement.

e. **Intégration des résultats** : Intégrer les résultats de la cartographie sociale dans les projets de développement local, les plans d'aménagement urbain et les politiques publiques. Assurer un suivi régulier pour évaluer l'impact des décisions prises.

4.Recommandations pour l'application de la Certification Participative

Recommandations pour les municipalités tunisiennes :

- 🕒 S'engager dans des partenariats avec la société civile et les acteurs locaux pour mettre en œuvre des projets de cartographie sociale et participative.
- 🕒 Utiliser les résultats de la cartographie sociale dans la prise de décision pour garantir une planification urbaine plus inclusive et adaptée aux besoins des citoyens.
- 🕒 Investir dans des technologies et des formations pour renforcer les compétences des acteurs locaux dans l'utilisation des outils de cartographie.

Recommandations pour la société civile tunisienne :

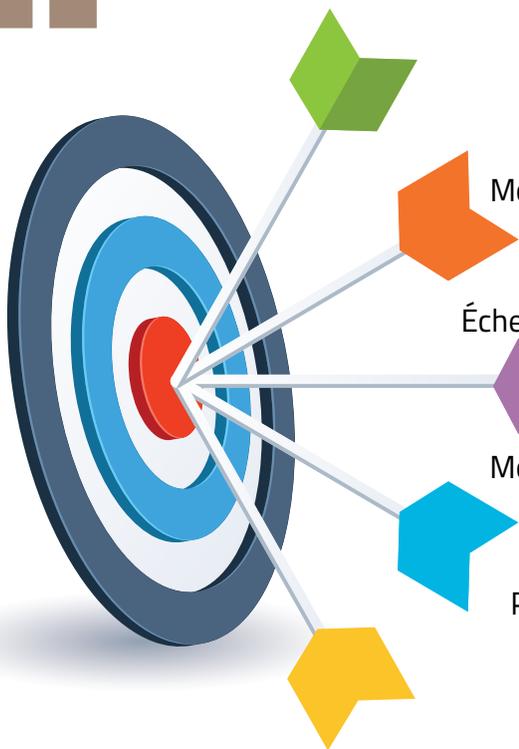
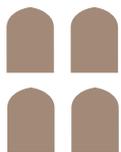
- 🕒 Sensibiliser et mobiliser les citoyens à l'importance de la cartographie sociale comme outil de participation citoyenne.
- 🕒 S'impliquer activement dans les projets de cartographie sociale et participative en tant que facilitateurs et défenseurs des intérêts des citoyens.
- 🕒 Veiller à la transparence et à la diffusion des résultats de la cartographie sociale pour garantir une prise de décision éclairée et participative.

autrement



9. Cartographie sociale et participative





Coût :
Moyen à élevé (entre 5 000 et 50 000 TND)*

Durée :
Moyenne à longue (de quelques semaines à plusieurs mois)*

Échelle :
Échelle : Restreinte à moyenne (quartier à communauté ou ville)*

Taille du public :
Moyenne à large (entre 50 et 500 participants en moyenne)*

Type de public :
Panel de citoyens, volontaires, experts ou représentants*

Niveau de participation :
Consultation, partenariat et collaboration*

Objectif :
Rassembler les données sociales, identifier les besoins de la communauté et encourager la participation citoyenne dans la planification et la prise de décision*



*Les évaluations mentionnées dans ce tableau sont des estimations générales et peuvent varier en fonction de la nature spécifique de l'activité et de l'entité exécutante.



1. Définition de l'outil Cartographie Sociale et Participative

La **Cartographie Sociale et Participative** représente une méthodologie de renforcement de la participation citoyenne. Elle englobe la collecte, la représentation et l'analyse de données à la fois géospatiales et sociales, impliquant activement les membres de la communauté. Cette approche permet aux citoyens de cartographier leur environnement, leurs besoins, leurs ressources et leurs aspirations. En mettant l'accent sur la participation directe des membres de la communauté dans la collecte d'informations, cette méthode facilite une prise de décision plus inclusive et mieux ajustée aux besoins réels de la population³³.

La **Cartographie Sociale et Participative** repose sur une collaboration étroite entre les citoyens et les acteurs locaux. Grâce à des ateliers participatifs et des technologies modernes, les participants contribuent à identifier et à marquer des points d'intérêt, des zones problématiques, des ressources et autres éléments sur des cartes géospatiales. Cette démarche vise à intégrer les connaissances et les perspectives locales souvent absentes des cartes traditionnelles, tout en autonomisant les citoyens dans le processus de planification et de développement³⁴.

Cet outil trouve sa pertinence dans divers contextes où la participation citoyenne est encouragée. En offrant aux citoyens l'opportunité de jouer un rôle actif dans la collecte et la visualisation des données, cette méthode soutient une gouvernance plus transparente, réactive et basée sur des données tangibles. Le résultat est une amélioration effective de la qualité de vie à l'échelle locale, tout en renforçant le lien entre les institutions locales et la population.

autrement

33 : "Cartographie Sociale et Participative," Commission européenne, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/studies/pdf/social_mapping/social_mapping_fr.pdf (Consulté le 31/07/2023).

34 : Ibid.

2. Pertinence de l’outil et application en Tunisie: Contextualisation

En Tunisie, la [cartographie sociale et participative](#) revêt une importance significative en vue de renforcer la participation citoyenne dans le processus de planification urbaine et de développement local. Cette méthode se révèle particulièrement pertinente en raison de son potentiel à engager activement les citoyens dans la collecte de données géospatiales. Grâce à cette approche, il devient possible de mieux appréhender les dynamiques sociales, les besoins spécifiques de chaque communauté et les enjeux propres à chaque région.

En tant que nation en transition démocratique, la Tunisie bénéficie d'une opportunité précieuse d'utiliser cet outil pour favoriser l'inclusion et l'engagement des citoyens dans les processus décisionnels. La [cartographie sociale et participative](#) peut contribuer à établir un dialogue ouvert entre les autorités locales et les résidents, permettant ainsi une meilleure harmonisation entre les projets de développement et les aspirations de la population. Cette approche aligne les initiatives de développement sur les besoins réels des citoyens, renforçant ainsi la légitimité des politiques publiques et la cohésion sociale. En favorisant une meilleure compréhension des réalités locales, cet outil s'érige en un levier pour une gouvernance locale plus transparente, inclusive et efficiente.



autrement

3. Étapes de mise en oeuvre de la Cartographie Sociale et Participative

a. Préparation :

Identifier les thèmes et les objectifs de la cartographie sociale en concertation avec les parties prenantes. Définir les outils de collecte de données géospatiales adaptés aux besoins spécifiques de la communauté.

b. Mobilisation :

Sensibiliser et mobiliser les citoyens, la société civile et les acteurs locaux à participer activement à la cartographie sociale. Organiser des ateliers et des séances de formation pour renforcer les compétences des participants dans l'utilisation des outils de cartographie.

c. Collecte de données :

Organiser des ateliers participatifs où les participants identifient et cartographient les lieux importants, les infrastructures, les ressources et les défis de leur communauté.

d. Analyse des données :

Analyser les données géospatiales recueillies en collaboration avec les participants. Mettre en évidence les tendances, les besoins prioritaires et les opportunités de développement.

e. Intégration des résultats :

Intégrer les résultats de la cartographie sociale dans les projets de développement local, les plans d'aménagement urbain et les politiques publiques. Assurer un suivi régulier pour évaluer l'impact des décisions prises.



4.Recommandation pour l'application de l'outil Cartographie Sociale et Participative

Recommandations pour les municipalités tunisiennes :

- 🕒 S'engager dans des partenariats avec la société civile et les acteurs locaux pour mettre en œuvre des projets de cartographie sociale et participative .
- 🕒 Utiliser les résultats de la cartographie sociale dans la prise de décision pour garantir une planification urbaine plus inclusive et adaptée aux besoins des citoyens.
- 🕒 Investir dans des technologies et des formations pour renforcer les compétences des acteurs locaux dans l'utilisation des outils de cartographie.

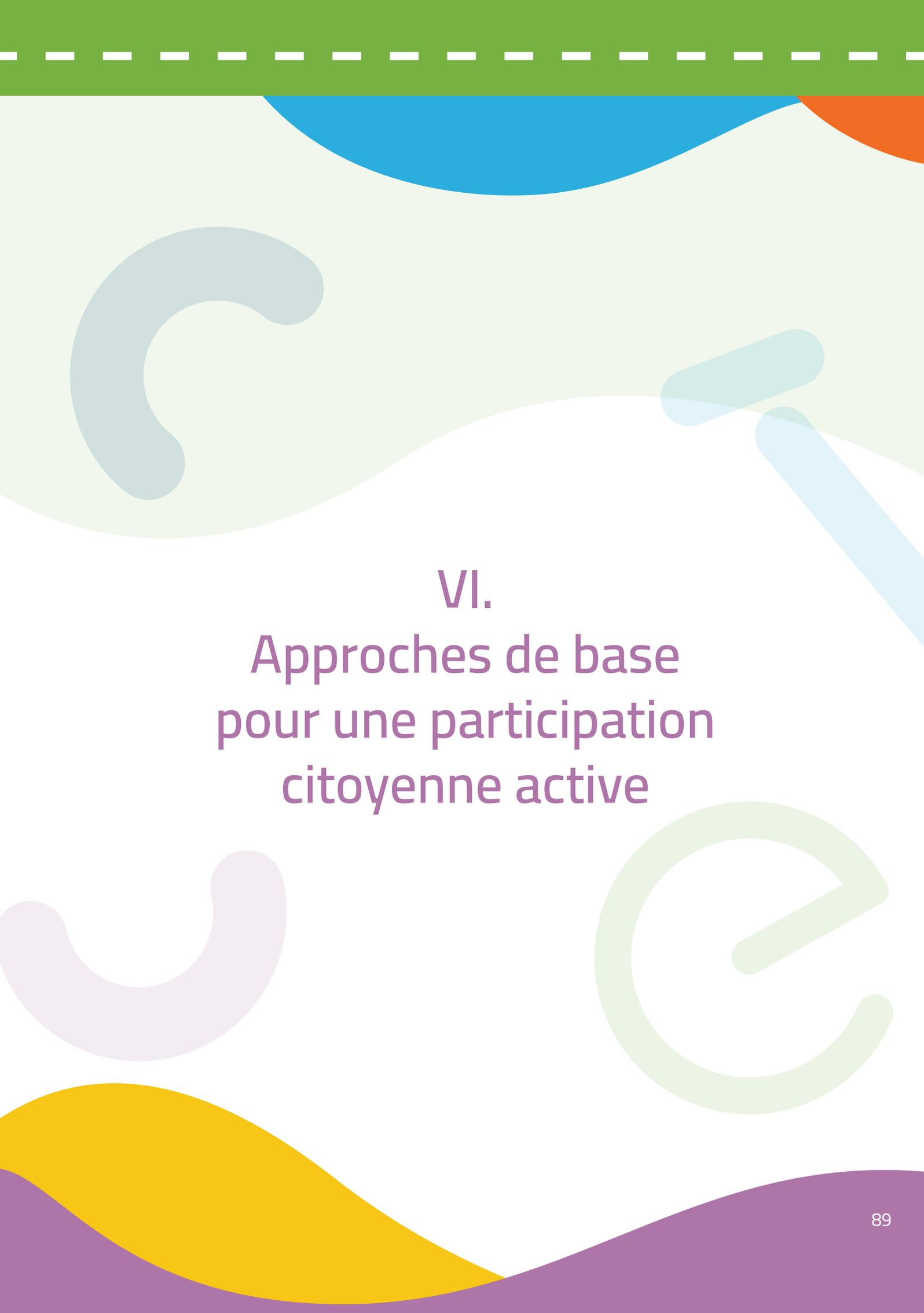


Recommandations pour la société civile tunisienne :

- 🕒 Sensibiliser et mobiliser les citoyens à l'importance de la cartographie sociale comme outil de participation citoyenne.
- 🕒 S'impliquer activement dans les projets de **cartographie sociale et participative** en tant que facilitateurs et défenseurs des intérêts des citoyens.
- 🕒 Veiller à la transparence et à la diffusion des résultats de la cartographie sociale pour garantir une prise de décision éclairée et participative.



autrement



VI.
Approches de base
pour une participation
citoyenne active



Cette section vise à explorer les approches fondamentales qui sous-tendent une participation citoyenne active . Parmi ces approches figurent les stands d'information, l'utilisation des réseaux sociaux, la mise en place de boîtes à idées, l'organisation de réunions publiques et la réalisation d'entretiens. Chacune de ces méthodes offre des perspectives spécifiques pour solliciter les opinions et les contributions des citoyens, enrichissant ainsi les processus de prise de décision et de développement urbain.

Les Stands:

Les stands jouent un rôle essentiel en tant qu'approche de base pour favoriser une participation citoyenne active au sein de la communauté. Ces points de rencontre physiques offrent une plateforme accessible où les citoyens peuvent s'engager directement dans des discussions et des échanges sur des sujets qui leur tiennent à cœur. En Tunisie, après la révolution et dans le contexte de la démocratie participative, les stands ont émergé comme un moyen puissant de renforcer la voix des citoyens. Ils permettent de **créer un espace ouvert et inclusif**, où les individus peuvent exprimer librement leurs opinions, leurs préoccupations et leurs idées³⁵ .

Les stands offrent un cadre informel qui encourage la participation de tous, quelle que soit leur origine sociale ou leur niveau d'éducation. Les citoyens se sentent ainsi valorisés et impliqués dans les décisions qui concernent leur vie quotidienne et l'avenir de leur communauté. De plus, ces points de rencontre facilitent le dialogue entre les résidents et les autorités locales, renforçant ainsi la confiance mutuelle et la transparence dans le processus décisionnel³⁶ .

En tant qu'outil de participation citoyenne , les stands permettent également de **collecter des informations précieuses sur les besoins, les aspirations et les problèmes de la population locale**. Ces données sont essentielles pour orienter les politiques publiques de manière plus adaptée aux demandes des citoyens et pour mettre en œuvre des projets en phase avec les attentes de la communauté³⁷ .

Expérience AUTREMENT:

Dans le cadre du projet AUTREMENT, plusieurs stands ont été mis en place pour engager les citoyens de manière directe et interactive, favorisant ainsi une participation active et informée dans le processus de planification urbaine. Ces stands ont offert **un espace propice aux échanges et aux discussions sur des questions cruciales liées à la mobilité et à l'aménagement urbain à Kairouan et Mahdia**.

35 : Sami Zouari, "Citizen Stands as a tool of Participatory Democracy in Post-Revolution Tunisia," International Journal of Sociology and Anthropology, Vol. 12, No. 2 (2020), 15-25, DOI: 10.5897/IJSA2020.0834.

36 : Ibid.

37 : Ibid.

Le premier stand a été installé devant l'école Sahabi 4 à Kairouan. Cette initiative visait à recueillir les avis des citoyens, en particulier les parents, les élèves et les résidents, sur les problématiques d'aménagement de l'espace devant l'école. Cette approche a permis de donner la parole aux parties prenantes directement impliquées et de prendre en compte leurs préoccupations dans la planification.

En collaboration avec la Jeune Chambre Internationale de Kairouan, le deuxième stand a été érigé dans le cadre d'un marathon et d'une campagne de sensibilisation sur la santé. Cette initiative a permis de sensibiliser un large public à l'importance d'adopter des modes de déplacement durables et respectueux de l'environnement et l'impact de la mobilité active sur la santé.

Le troisième stand a pris la forme d'un atelier intitulé "J'apprends le vélo", réalisé en partenariat avec l'ADL Tunisie. Cet atelier visait à promouvoir une ville plus inclusive et agréable en sensibilisant le grand public, en particulier les enfants et les femmes de Kairouan, aux thèmes de la mobilité et de l'inclusion. Organisé dans le cadre de l'événement festif "Sports et Jeux", cet atelier a renforcé l'engagement des participants envers des modes de vie actifs et durables.

Enfin, le quatrième stand a été présent lors de la cérémonie officielle d'ouverture du projet "Maghroumin", financé par l'Union européenne. Ce projet vise à promouvoir l'inclusion socio-économique et la participation des jeunes Tunisiens vulnérables à la vie publique par le biais d'activités culturelles et sportives. Dans ce contexte, le projet AUTREMENT a organisé un atelier "J'apprends le vélo" à Faskiat Al Aghaliba, en partenariat avec l'Agence de Démocratie Locale Tunisie. L'objectif était de promouvoir la pratique du vélo et la culture du déplacement actif, tout en intégrant ces notions dans une approche plus large d'inclusion sociale et de participation citoyenne.



Les Réseaux Sociaux

Les réseaux sociaux ont acquis une importance croissante en tant qu'approche de base pour promouvoir une participation citoyenne active dans le monde moderne. Ces plateformes numériques offrent un espace virtuel dynamique où les citoyens peuvent s'exprimer, échanger des idées et s'engager dans des discussions sur des questions publiques. En Tunisie, après la révolution, les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial en renforçant la voix des citoyens et en facilitant leur participation dans le processus démocratique³⁸.

L'accessibilité des réseaux sociaux permet une participation plus large et inclusive, en permettant aux individus de s'exprimer et de partager leurs points de vue, indépendamment de leur lieu de résidence ou de leur statut socio-économique. Les citoyens peuvent se connecter instantanément et se mobiliser autour de problématiques qui les préoccupent, créant ainsi un espace de débat public en temps réel³⁹.

En utilisant les réseaux sociaux comme outil de participation citoyenne, les organisations de la société civile peuvent atteindre un public plus large et diversifié. Elles peuvent diffuser des informations sur des réunions publiques, des consultations citoyennes, des questionnaires et des boîtes à idées, encourageant ainsi une participation plus active et engagée de la part des citoyens.

De plus, les réseaux sociaux offrent une plateforme idéale pour sensibiliser le public à des questions spécifiques, comme le développement urbain durable, la mobilité douce, la protection de l'environnement et la participation à la vie publique. Les campagnes de sensibilisation en ligne peuvent susciter un intérêt accru pour ces sujets et encourager les citoyens à s'impliquer davantage⁴⁰.

Les réseaux sociaux permettent également de collecter des données et des commentaires de manière rapide et efficace. Les questionnaires en ligne, les sondages et les discussions en ligne peuvent fournir des informations essentielles pour orienter les décisions politiques et les initiatives de développement⁴¹.

Cependant, il est important de noter que l'utilisation des réseaux sociaux pour la participation citoyenne ne doit pas exclure ceux qui n'ont pas accès à Internet ou qui ne sont pas à l'aise avec les nouvelles technologies. Une approche combinant les outils numériques et les méthodes traditionnelles est donc essentielle pour garantir une participation inclusive et équitable.

38 : Anis Jedidi, "The Role of Social Media in Empowering Tunisian Civil Society after the 2011 Revolution," African Journal of Information and Communication (AJIC), Vol. 25 (2019), 54-67.

39 : Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), "Réseaux sociaux numériques : comment renforcer l'engagement citoyen ?," <https://www.lecese.fr/travaux-publies/reseaux-sociaux-numeriques-comment-renforcer-lengagement-citoyen?> (consulté le 25/07/2023).

42 : Ibid.

41 : Ibid.

Expérience AUTREMENT:



Au sein du projet AUTREMENT, les réseaux sociaux ont joué un rôle essentiel dans la diffusion des actions et des réalisations du projet. Parmi les plateformes privilégiées, Facebook et Instagram ont constitué des canaux incontournables pour partager régulièrement les actualités, les images et les vidéos des diverses activités entreprises. Ces plateformes ont permis une interaction directe avec les citoyens, les incitant à participer activement au dialogue grâce aux commentaires et aux messages privés. Ces interactions ont été particulièrement utiles pour recueillir leurs suggestions et leurs rétroactions, contribuant ainsi à façonner les démarches du projet en tenant compte de leurs besoins et de leurs préoccupations.

Dans le cadre de la diffusion d'informations et de la communication avec les parties prenantes, l'outil Mailchimp a été judicieusement exploité pour partager des newsletters trimestrielles du projet. Cette approche stratégique a permis de diffuser des actualités pertinentes qui avaient été initialement publiées sur les plateformes de réseaux sociaux. L'objectif était de maximiser la portée de ces informations en touchant également les abonnés de Mailchimp qui pourraient ne pas être connectés aux réseaux sociaux du projet. Cette utilisation de Mailchimp a renforcé la diffusion de nouvelles importantes et a contribué à maintenir un lien continu avec les parties prenantes du projet.

Les newsletters envoyées périodiquement aux citoyens inscrits ont joué un rôle crucial dans la tenue de ces derniers informés des avancées du projet, ainsi que des opportunités de participation. Cette approche proactive a permis de maintenir un engagement constant avec les parties prenantes et de les impliquer de manière continue dans les activités du projet.

En fournissant un accès à ces informations à travers divers canaux, le projet AUTREMENT s'est assuré que le plus grand nombre possible de citoyens puisse être informé des développements du projet et de ses implications pour la communauté locale. Cela a non seulement contribué à informer le public des avancées du projet, mais a également fourni un moyen essentiel pour les citoyens de s'exprimer, de participer activement et de contribuer à façonner les actions entreprises dans le cadre de l'aménagement urbain durable et des modes de mobilité douce à Kairouan et Mahdia.

Les boîtes à idées

Les "boîtes à idées" constituent une approche de base essentielle pour promouvoir une participation citoyenne active et inclusive. Ces dispositifs permettent de recueillir les suggestions, les opinions et les idées des citoyens sur des questions publiques spécifiques, offrant ainsi un espace démocratique où chacun peut contribuer à la prise de décision et à l'élaboration de solutions collectives. En Tunisie, après la révolution, les boîtes à idées ont joué un rôle crucial en donnant une voix aux citoyens et en encourageant leur implication dans le processus démocratique⁴².

L'importance des boîtes à idées réside dans leur capacité à créer un environnement ouvert et inclusif où chaque citoyen a l'opportunité de partager ses perspectives, ses besoins et ses aspirations. Ces dispositifs peuvent être installés dans des lieux publics tels que les mairies, les centres communautaires ou les établissements d'enseignement, favorisant ainsi la participation de tous, quels que soient leur niveau d'éducation, leur statut socio-économique ou leur accès à Internet⁴³.

Les boîtes à idées permettent également d'atteindre une plus large audience en permettant aux citoyens qui préfèrent s'exprimer de manière anonyme de partager leurs opinions en toute confiance. Cela encourage la participation de ceux qui pourraient hésiter à s'exprimer publiquement ou qui se sentent marginalisés par le processus politique traditionnel⁴⁴.

En utilisant les boîtes à idées comme outil de participation citoyenne, les organisations de la société civile et les autorités locales peuvent bénéficier d'une variété d'idées novatrices et diversifiées pour résoudre les problèmes locaux. Ces dispositifs offrent un moyen de recueillir des informations de première main sur les préoccupations et les besoins des citoyens, ce qui peut enrichir le processus de prise de décision et conduire à des politiques plus adaptées aux besoins réels de la population⁴⁵.

De plus, les boîtes à idées peuvent être combinées avec d'autres approches de participation citoyenne, telles que les réunions publiques, les stands d'information et les entretiens, pour créer un processus de consultation complet et inclusif. Cette combinaison d'approches peut permettre de maximiser l'engagement des citoyens et de garantir que leurs voix sont entendues à différents niveaux de la prise de décision.

Cependant, pour que les boîtes à idées soient réellement efficaces, il est essentiel de garantir qu'elles ne se transforment pas en simples boîtes noires où les suggestions restent sans réponse. Les autorités locales et les organisations de la société civile doivent mettre en place des mécanismes transparents pour examiner les idées proposées, fournir des retours d'information aux citoyens et intégrer leurs contributions dans les processus décisionnels.

42 : Femmes & Citoyenneté, "Boîtes à idées : Engager les citoyens dans l'amélioration des politiques publiques locales," <https://femmesetcitoyennete.com/> (consulté le 24/07/2023).

43 : Pauline Tailliez, "Les boîtes à idées, outils de la démocratie participative," The Conversation, 12 avril 2018, <https://theconversation.com/les-boites-a-idees-outils-de-la-democratie-participative-93990> (consulté le 29/07/2023).

44 : Ibid.

45 : Ibid.

Expérience AUTREMENT:

Les "boîtes à idées" ont été utilisées au sein de diverses activités du projet AUTREMENT, notamment lors des ateliers, des consultations citoyennes et des stands interactifs. Elles ont été utilisées comme un moyen essentiel permettant aux citoyens et aux participants de partager librement leurs opinions et leurs suggestions en vue d'améliorer les interventions du projet. Ces boîtes à idées ont représenté bien plus qu'un simple dispositif : elles ont servi de véritables catalyseurs de participation en offrant un espace tangible et symbolique où chaque voix avait la possibilité d'être entendue.

Dans le cadre des ateliers et des consultations citoyennes, les boîtes à idées ont été placées stratégiquement pour recueillir les réflexions et les recommandations des participants. Cela a permis aux citoyens de contribuer de manière réflexive et détaillée, en partageant leurs visions et leurs aspirations pour des quartiers urbains plus durables et adaptés aux besoins de la communauté. Lors des stands interactifs, les boîtes à idées ont offert un moyen immédiat et tangible pour les citoyens de partager leurs opinions lors d'événements publics et de festivals. Cette approche a renforcé l'accessibilité de la participation, permettant à un plus grand nombre de personnes de s'exprimer.

Ces boîtes à idées ont également agi comme une source d'inspiration continue pour le projet. Grâce à elles, de nombreuses idées novatrices et créatives ont été partagées. Parmi celles-ci figuraient des suggestions pour des activités futures visant à impliquer les groupes marginalisés et les femmes, ainsi que des propositions de solutions innovantes pour les défis de la mobilité urbaine et de l'aménagement durable. Ces contributions ont été précieusement recueillies, analysées et prises en considération dans l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des activités du projet.

En fin de compte, les boîtes à idées ont incarné l'engagement du projet AUTREMENT envers la participation citoyenne authentique et significative. Elles ont démontré que chaque opinion compte et que les idées de la population locale sont cruciales pour orienter les décisions et les actions du projet. Ces boîtes à idées ont servi de moyen tangible pour transformer les aspirations des citoyens en actions concrètes et ont contribué à établir une relation de confiance entre les participants et le projet.



Les Réunions Publiques

Les "Réunions Publiques" jouent un rôle fondamental en tant qu'approche de base pour promouvoir une participation citoyenne active et engagée. En Tunisie, après la révolution, ces réunions ont gagné en importance en tant qu'espace démocratique où les citoyens peuvent exprimer librement leurs préoccupations, partager leurs idées et participer activement aux processus décisionnels. Ces Réunions Publiques offrent une plateforme essentielle pour l'inclusion et la représentation des voix de tous les citoyens, indépendamment de leur origine sociale, de leur statut ou de leur niveau d'éducation⁴⁶.

L'importance des Réunions Publiques réside dans leur capacité à favoriser le dialogue ouvert entre les citoyens et les acteurs politiques ou administratifs. Elles permettent aux citoyens de poser des questions, de partager leurs points de vue et de formuler des recommandations directement aux décideurs. Cela renforce la transparence des processus décisionnels et améliore la reddition de comptes, car les autorités locales et les organisations de la société civile peuvent être tenues responsables des actions entreprises à la suite de ces réunions⁴⁷.

Les Réunions Publiques jouent également un rôle crucial dans la sensibilisation et la mobilisation des citoyens. Elles offrent une opportunité pour les organisations de la société civile de partager des informations, d'éduquer les citoyens sur des questions spécifiques et de susciter leur intérêt pour des problématiques publiques importantes, telles que le développement urbain durable, l'amélioration de la qualité de vie ou la promotion de modes de mobilité douce. Ces réunions peuvent contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance et d'implication des citoyens dans leur communauté, stimulant ainsi leur désir de contribuer activement au bien-être collectif⁴⁸.

En utilisant les Réunions Publiques comme outil de participation citoyenne, les acteurs politiques peuvent recueillir des commentaires en temps réel, ce qui leur permet de mieux comprendre les besoins et les aspirations des citoyens. Cette connaissance approfondie peut être intégrée dans la planification et la mise en œuvre de politiques publiques, ce qui conduit à des solutions plus adaptées et pertinentes.

Cependant, pour que les Réunions Publiques soient véritablement efficaces, il est essentiel de s'assurer qu'elles soient inclusives, ouvertes et accueillantes pour tous les citoyens. Cela signifie qu'il faut prendre des mesures pour surmonter les obstacles potentiels à la participation, tels que les barrières linguistiques, les inégalités socio-économiques ou les préjugés culturels. Les autorités locales et les organisations de la société civile doivent travailler ensemble pour créer un environnement où chaque voix compte et où chaque citoyen se sent écouté et respecté.

46 : CIVICO Europa, "Les réunions publiques : un outil de démocratie participative," <https://civico.eu/fr/les-reunions-publiques-un-outil-de-democratie-participative/> (consulté le 27/07/2023).

47 : Ibid.

48: Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, "La démocratie de proximité : des réunions publiques pour quel(s) dialogue(s) ?" Participation et démocratie locale, Presses de Sciences Po, 2011.

Expérience AUTREMENT:

Au cœur du projet AUTREMENT, l'organisation de 7 réunions publiques à Kairouan Mahdia a constitué un élément essentiel pour favoriser l'engagement citoyen et la participation active des résidents. L'objectif principal de ces réunions était de créer un espace démocratique et ouvert où les citoyens et les participants pouvaient être consultés sur les futures activités d'aménagement de l'espace urbain. Ces activités, qu'elles soient directes ou indirectes, allaient indubitablement avoir un impact sur la vie quotidienne des habitants de ces villes.

Lors de ces réunions publiques, une approche participative a été privilégiée. Les participants ont été invités à prendre part à des discussions interactives et informatives, au cours desquelles des présentations détaillées ont été faites pour exposer les plans, les objectifs et les aspirations du projet. La mise en place de ces débats a permis aux citoyens de contribuer activement à la prise de décisions concernant l'aménagement urbain et la mobilité durable dans leurs quartiers.

Les opinions, les rétroactions et les préoccupations des citoyens ont été soigneusement prises en compte par l'équipe du projet AUTREMENT. Cette approche a permis d'intégrer les perspectives locales dans la planification et la mise en œuvre des interventions, renforçant ainsi la légitimité et l'efficacité des actions entreprises.

Ces réunions publiques ont agi comme une passerelle entre les responsables du projet et les citoyens. Elles ont encouragé la transparence, la confiance et la collaboration en offrant une plateforme où les résidents pouvaient exprimer librement leurs idées, exprimer leurs inquiétudes et formuler des recommandations. Les réunions publiques ont démontré l'engagement du projet AUTREMENT envers une démocratie participative, où chaque voix a sa place et où les décisions sont façonnées par l'ensemble de la communauté locale.



Les Entretiens

Les "entretiens" constituent une approche fondamentale pour favoriser une participation citoyenne active et significative dans le contexte de la démocratie participative. Ces entretiens individuels ou en petits groupes permettent d'établir un lien personnel avec les citoyens, offrant ainsi un espace où ils peuvent exprimer leurs préoccupations, leurs idées et leurs points de vue de manière confidentielle et approfondie. En Tunisie, après la révolution, cette approche a gagné en importance en tant qu'outil précieux pour renforcer l'engagement des citoyens dans les processus décisionnels et la vie démocratique.

L'importance des entretiens réside dans leur capacité à donner une voix égale à tous les citoyens, indépendamment de leur statut social ou de leur niveau d'éducation. Les entretiens individuels ou en petits groupes permettent de recueillir des informations qualitatives et nuancées sur les besoins, les aspirations et les préoccupations des citoyens. Cette approche facilite un dialogue ouvert et approfondi, où les participants se sentent écoutés, compris et valorisés. De plus, les entretiens favorisent une interaction plus intime et personnelle, ce qui peut aider à briser les barrières communicationnelles et à susciter une confiance mutuelle entre les citoyens et les responsables politiques⁴⁹.

Les entretiens sont également un moyen efficace pour obtenir des informations détaillées et contextuelles sur des questions spécifiques. Les responsables politiques et les organisations de la société civile peuvent utiliser ces informations pour prendre des décisions éclairées et élaborer des politiques publiques plus pertinentes et adaptées aux besoins réels de la population. En outre, les entretiens peuvent aider à identifier les problèmes émergents ou les questions qui pourraient ne pas être couvertes dans d'autres approches de participation, ce qui permet de combler les lacunes et d'aborder des enjeux cruciaux pour la communauté⁵⁰.

Pour que les entretiens soient réellement efficaces en tant qu'approche de base pour la participation citoyenne active, il est essentiel de garantir la confidentialité et l'anonymat des participants. Cela encourage les citoyens à exprimer leurs opinions en toute liberté, sans crainte de représailles ou de jugement. De plus, il est important que les entretiens soient menés de manière impartiale et non directive, permettant ainsi aux citoyens de s'exprimer librement, sans être influencés par des biais extérieurs.

49: Fondation Abbé Pierre, "L'entretien individuel : une démarche au cœur de la démocratie participative," https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/fap_projet_de_recherche_2014_20_entretiens_individualises_web.pdf (consulté le 22/07/2023).

50: Observatoire National de la Participation, "Les entretiens dans la démocratie participative," <https://www.observatoire-participation.fr/les-entretiens-dans-la-democratie-participative/> (consulté le 26/07/2023).

Expérience AUTREMENT:

Au sein du projet AUTREMENT, une série d'entretiens a été menée avec une attention particulière portée aux directeurs des écoles à Kairouan. L'objectif primordial de ces entretiens était d'obtenir leurs opinions et leurs perspectives précieuses concernant les aménagements des placettes situées devant les écoles. Cette démarche visait à assurer une collaboration étroite et harmonieuse entre toutes les parties prenantes impliquées dans ces interventions.

Ces entretiens se sont avérés essentiels pour recueillir des informations capitales liées au contexte spécifique et à la nature des zones d'interventions. Les directeurs des écoles, en tant que figures clés au sein de la communauté éducative, ont pu offrir des éclairages uniques sur les besoins spécifiques de ces espaces et sur la manière dont ils sont utilisés par les élèves et les résidents environnants.

Les entretiens ont été menés de manière réfléchie et approfondie, offrant aux directeurs d'écoles une plateforme pour partager leurs idées, leurs préoccupations et leurs suggestions concernant les aménagements à venir. Leurs retours ont permis d'ajuster et d'affiner les plans d'interventions, en veillant à ce que les aménagements proposés soient en phase avec les besoins réels de la communauté scolaire.

